

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
49 bis, rue Laplace
41000 BLOIS

Blois, le 07/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/02/2023

Contexte et constats

Publié sur



SCA AXEREAL

36 rue de la Manufacture

CS 40639

45160 Olivet

Références : LSAEX 2023-191
Code AIOT : 0010001769 - VAT20230108

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2023 dans l'établissement SCA AXEREAL implanté 12, rue André Boulle 41000 Blois. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite d'inspection "à chaud" suite au déversement accidentel d'un produit corrosif lors d'une opération de transfert entre deux bâtiments du site (percement accidentel d'une cuve de 1000 litres en contenant GRV par une fourche de chariot élévateur).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCA AXEREAL
- 12, rue André Boulle 41000 Blois
- Code AIOT : 0010001769
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Entrepot de stockage de produits phytopharmaceutiques et agro-fouritures.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Visite d'inspection à chaud suite à déversement accidentel d'une substance corrosive.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES	Arrêté Préfectoral du 23/11/2004, article 2.2	/	Délai 15 jours
2	DISPOSITIONS TECHNIQUES GENERALES	Arrêté Préfectoral du 23/11/2004, article 3.1.3.2	/	Délai 15 jours
4	DISPOSITIONS TECHNIQUES GENERALES	Arrêté Préfectoral du 23/11/2004, article 3.1.6.3	/	Délai 2 mois
6	DECHETS	Arrêté Préfectoral du 23/11/2004, article 3.3.4.2	/	Délai 15 jours

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	DISPOSITIONS TECHNIQUES GENERALES	Arrêté Préfectoral du 23/11/2004, article 3.1.4	/	Sans objet
5	MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT	Arrêté Préfectoral du 23/11/2004, article 3.5.7.4	/	Sans objet
7	PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES	Arrêté Préfectoral du 23/11/2004, article 3.1.7.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2004, article 2.2
Thème(s) : Risques accidentels, DÉCLARATION DES ACCIDENTS ET INCIDENTS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout accident ou incident susceptible, par ses conséquences directes ou son développement prévisible, de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511.1 du Code de l'Environnement, est déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, en précisant les effets prévisibles sur les tiers et l'environnement. Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'inspection des installations classées n'a pas donné son accord. L'exploitant détermine ensuite les mesures envisagées pour éviter son renouvellement compte tenu de l'analyse des causes et des circonstances de l'accident, et les confirme dans un document transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées, sauf décision contraire de celle-ci.
Constats : L'exploitant a déclaré dans les meilleurs délais l'incident à l'inspection des installations classées. (mail du 03/02/2023 à 10h55). L'exploitant détermine ensuite les mesures envisagées pour éviter son renouvellement compte tenu de l'analyse des causes et des circonstances de l'incident, et les confirme dans un document transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées. Le site étant classé au titre des ICPE, l'exploitant est tenu de faire une double déclaration (fiche de notification d'accident/incident - BARPI).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : DISPOSITIONS TECHNIQUES GENERALES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2004, article 3.1.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, ISOLEMENT DU SITE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateur ou de dispositifs d'efficacité équivalente de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance et facilement accessibles en cas de sinistre. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : L'obturateur du réseau d'eaux pluviales (Obturateur fixe gonflable) a été actionné précocement par l'exploitant, ce dernier a fonctionné bien qu'il soit en retard de contrôle périodique (semestriel). L'exploitant doit fournir les justificatifs de requalification du système.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : DISPOSITIONS TECHNIQUES GENERALES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2004, article 3.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, PLANS ET SCHÉMAS DES RESEAUX
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient systématiquement à jour les schémas de circulation des apports d'eau et de chacune des diverses catégories d'eaux polluées comportant notamment : <ul style="list-style-type: none">- L'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, isolement de la distribution alimentaire...) ;- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;- les ouvrages d'épuration et les points de rejet de toute nature. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : L'exploitant a présenté un plan des réseaux (EU-EP) à jour. Ce document n'appelle pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : DISPOSITIONS TECHNIQUES GENERALES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2004, article 3.1.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, REJET DANS UN OUVRAGE COLLECTIF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le raccordement au réseau d'assainissement collectif se fait en accord avec la collectivité à laquelle appartient le réseau, conformément à une autorisation de raccordement au réseau public (art. L 1331-10 du code de la santé publique).
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de présenter une autorisation de raccordement au réseau public.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2004, article 3.5.74
Thème(s) : Risques accidentels, PLAN D'OPERATION INTERNE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan d'opération interne (P.O.I) est établi en concertation avec les services départementaux d'incendie et de secours. Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.</p> <p>Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (C.H.S.C.T.), s'il existe, est consulté par l'industriel sur la teneur du P.O.I ; l'avis du comité est transmis au préfet.</p> <p>Ce plan est également transmis à la Direction Départementale des Services d'incendie et de Secours et à l'inspection des installations classées. Il est remis à jour chaque année, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.</p> <p>Des exercices sont réalisés au moins tous les ans en liaison avec les sapeurs pompiers pour tester le P.O.I.</p> <p>L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour cet exercice. Le compte rendu lui est adressé.</p> <p>L'exploitant met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I</p> <p>En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I</p> <p>Il prend en outre à l'extérieur de l'usine les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I et au plan particulier d'intervention (P.P.I.) défini par le préfet.</p>
Constats : Pas de non-respect constaté.
<p>Observations : L'exploitant a choisi de ne pas déclencher son POI suite à l'incident. Cependant les actions réflexes relatives a cet événement ont été bien menées.</p> <p>a savoir:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fermeture immédiate de l'obturateur du réseau d'eau pluvial; - Comte rendu immédiat au service HSE d' AXEREAL ; - Compte rendu immédiat à la responsable des stations d'épuration en régie chez Agglopolys ; - Compte rendu immédiat à l'inspection des installations classées avec transmission de la fiche de données de sécurité du produit déversé ; - Contenir le produit déversé à l'aide d'absorbant en granulé minéral ; - Anticiper l'enlèvement et le traitement des déchets générés par l'incident.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : DECHETS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2004, article 3.3.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, ELIMINATION DES DÉCHETS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'élimination des déchets qui ne peuvent être valorisés, à l'intérieur de l'établissement ou de ses dépendances, est assurée dans des installations dûment autorisées ou déclarées à cet effet au titre Ier du Livre V du Code de l'Environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement. L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination à l'inspection des installations classées. Il tient à sa disposition une caractérisation et une quantification de tous les déchets générés par ses activités.
Constats : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un ordre de travail adressé à la société d'enlèvement de déchets choisie. L'exploitant transmet le bordereau de suivi des déchets dangereux lié à cet enlèvement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2004, article 3.1.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, ETIQUETAGE DONNÉES DE SÉCURITÉ
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation et notamment des fiches de données de sécurité des produits lorsqu'elles existent.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : L'exploitant a transmis à l'inspection la Fiche de Données de Sécurité du produit déversé accidentellement. Cette FDS datée du 05/09/2022 permet notamment de connaître la toxicité et les effets du produit rejeté. Il s'agit d'un produit de type fertilisant corrosif pour les métaux, catégorie 1 H290, L' INFOLEN E.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet